

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Baie-Comeau

Code géographique : 96020

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Bernatchez, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Baie-Comeau pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date _____ Signature _____

Dernière modification : 2011-06-20 08:10:17

Réservé au ministère

50 482 347	17 748 540	25 288 094	1,7914
------------	------------	------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Baie-Comeau et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

Un revenu de transfert de 1 425 000\$ provenant du programme de taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) est comptabilisé dans les revenus de fonctionnement au lieu d'être inscrit dans les revenus d'investissement de l'exercice. Cette façon de faire ne modifie toutefois pas l'excédent de l'exercice. L'excédent cumulé consolidé devrait être à 2 649 546\$ et le financement des immobilisations consolidé en cours à 5 180 970\$.

Opinion

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe <<Fondement de l'opinion avec réserve>>, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Baie-Comeau et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Observations**

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Ville de Baie-Comeau inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Jacques Dubé, CA auditeur

Baie-Comeau

DATE 2011-06-13

Dernière modification : 2011-06-20 08:10:17

Réservé au ministère

50 482 347	17 748 540	25 288 094	1,7914
------------	------------	------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-06-20 08:10:17

Réservé au ministère

50 482 347	17 748 540	25 288 094	1,7914
------------	------------	------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	35 815 269	36 840 200	35 906 137			35 906 137
Paiements tenant lieu de taxes	2	4 208 579	4 089 000	4 114 831			4 114 831
Quotes-parts	3					826 620	
Transferts	4	3 662 974	4 559 300	3 694 020		1 469 647	3 938 787
Services rendus	5	16 229 610	15 742 000	16 273 761		2 788 603	19 062 364
Imposition de droits	6	662 044	558 900	970 878			970 878
Amendes et pénalités	7	11 038	7 100	369 323			369 323
Intérêts	8	772 003	125 000	114 895		168 025	282 920
Autres revenus	9	83 927	26 500	68 893		527 542	596 435
	10	61 445 444	61 948 000	61 512 738		5 780 437	65 241 675
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	2 836 600		16 072 774		620 881	16 693 655
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 836 600		16 072 774		620 881	16 693 655
	18	64 282 044	61 948 000	77 585 512		6 401 318	81 935 330
Charges							
Administration générale	19	7 342 543	7 647 000	7 291 847	270 041		7 561 888
Sécurité publique	20	5 072 651	5 136 400	5 123 326	113 033		5 236 359
Transport	21	8 051 600	6 264 470	6 157 163	1 480 399		7 637 562
Hygiène du milieu	22	9 288 503	7 915 230	8 818 142	1 267 957	1 877 869	10 528 584
Santé et bien-être	23	182 337	117 000	15 529			15 529
Aménagement, urbanisme et développement	24	5 497 313	2 665 000	5 631 654	16 628	2 606 490	8 065 622
Loisirs et culture	25	7 704 079	8 159 500	7 795 451	770 047	2 069 339	10 207 871
Réseau d'électricité	26	11 549 199	10 045 300	9 810 163	282 962		10 093 125
Frais de financement	27	4 181 403	4 403 900	4 480 267		359 983	4 840 250
Amortissement des immobilisations	28	4 239 165	3 166 400	4 201 067	(4 201 067)		
	29	63 108 793	55 520 200	59 324 609		6 913 681	64 186 790
Excédent (déficit) de l'exercice	30	1 173 251	6 427 800	18 260 903		(512 363)	17 748 540

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 173 251		6 427 800		18 260 903	(512 363)	17 748 540
Moins: revenus d'investissement	2	(2 836 600)	()	()	()	(16 072 774)	(620 881)	(16 693 655)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 663 349)		6 427 800		2 188 129	(1 133 244)	1 054 885
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	4 239 165		3 166 400		4 201 067	1 005 050	5 206 117
Produit de cession	5	52 490		7 000		170 631		170 631
(Gain) perte sur cession	6	(18 717)				2 063		2 063
Réduction de valeur	7							
	8	4 272 938		3 173 400		4 373 761	1 005 050	5 378 811
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	4 159 414				4 690 333		4 690 333
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 552 676)	(8 594 100)	(8 594 100)	(8 688 211)	(581 786)	(9 269 997)	(9 269 997)
	18	(3 393 262)	(8 594 100)	(3 997 878)	(581 786)	(4 579 664)		(4 579 664)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(237 888)	(130 000)	(571 111)	(119 276)	(690 387)		(690 387)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					11 553		11 553
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	(114 571)	(293 000)	(468 512)	(20 109)	(488 621)		(488 621)
Montant à pourvoir dans le futur	22	301 562	(584 100)	(431 771)		(431 771)		(431 771)
Financement des investissements en cours	23							
	24	(50 897)	(1 007 100)	(1 471 394)	(127 832)	(1 599 226)		(1 599 226)
	25	828 779	(6 427 800)	(1 095 511)	295 432	(800 079)		(800 079)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	(834 570)				1 092 618	(837 812)	254 806

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	2 836 600				16 072 774	620 881	16 693 655
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(643 637)	(85 000)	(328 925)	(34 069)	(362 994)		
Sécurité publique	3	(1 473)		(7 976)		(7 976)		
Transport	4	(6 662 691)	(130 000)	(13 489 690)		(13 489 690)		
Hygiène du milieu	5	(5 335 605)		(12 836 436)	(418 834)	(13 255 270)		
Santé et bien-être	6							
Aménagement, urbanisme et développement	7	(8 138)	(60 000)	(713 287)	(112 705)	(825 992)		
Loisirs et culture	8	(3 341 156)		(10 321 009)		(10 321 009)		
Réseau d'électricité	9	(1 196 137)		(110 497)		(110 497)		
	10	(17 188 837)	(275 000)	(37 807 820)	(565 608)	(38 373 428)		
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12							
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13	9 575 988		27 656 935		27 656 935		27 656 935
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	237 888	130 000	571 111	119 276	690 387		
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15							
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	838 917	145 000	524 853		524 853		
	17	1 076 805	275 000	1 095 964	119 276	1 215 240		
	18	(6 536 044)		(9 054 921)	(446 332)	(9 501 253)		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	(3 699 444)		7 017 853	174 549	7 192 402		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009	Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 173 251	6 427 800	18 260 903	(512 363)	17 748 540
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(17 188 837)	(275 000)	(37 807 820)	(565 608)	(38 373 428)
Produit de cession	3	52 490	7 000	170 631		170 631
Amortissement	4	4 239 165	3 166 400	4 201 067	1 005 050	5 206 117
(Gain) perte sur cession	5	(18 717)		2 063		2 063
Réduction de valeur	6					
	7	(12 915 899)	2 898 400	(33 434 059)	439 442	(32 994 617)
Variation des propriétés destinées à la revente	8				277 831	277 831
Variation des stocks de fournitures	9	57 208		19 942	72 601	92 543
Variation des autres actifs non financiers	10	(704 487)		(182 546)	(29 672)	(212 218)
	11	(647 279)		(162 604)	320 760	158 156
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(12 389 927)	9 326 200	(15 335 760)	247 839	(15 087 921)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(73 902 608)		(86 292 535)	(6 386 807)	(92 679 342)
Redressement aux exercices antérieurs	14			(11 177)	861 323	850 146
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(73 902 608)		(86 303 712)	(5 525 484)	(91 829 196)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(86 292 535)		(101 639 472)	(5 277 645)	(106 917 117)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	4 999 147	733 513	1 660 653	2 394 166	6 093 643
Placements temporaires	2			252 070	252 070	666 280
Débiteurs (note 5)	3	10 925 061	28 055 995	3 301 038	30 528 227	14 190 293
Prêts (note 6)	4	223 958	223 958		223 958	223 958
Placements à long terme (note 7)	5	2 000 000	2 000 000	100 000	2 100 000	2 116 712
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	18 148 166	31 013 466	5 313 761	35 498 421	23 290 886
PASSIFS						
Découvert bancaire	10					11 979
Emprunts temporaires	11	5 000 000	12 500 000	185 000	12 685 000	7 538 789
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	11 550 124	8 340 857	1 953 787	9 465 838	12 605 984
Revenus reportés (note 11)	13	724 666	209 187	135 016	344 203	1 013 471
Dette à long terme (note 12)	14	81 786 411	106 019 094	8 317 603	114 336 697	89 420 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	5 379 500	5 583 800		5 583 800	5 379 500
	16	104 440 701	132 652 938	10 591 406	142 415 538	115 970 362
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(86 292 535)	(101 639 472)	(5 277 645)	(106 917 117)	(92 679 476)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	101 470 551	134 904 610	17 991 419	152 896 029	119 901 412
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19			1 331 032	1 331 032	1 608 863
Stocks de fournitures	20	1 049 914	1 029 972	40 583	1 070 555	1 185 559
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 835 772	2 018 318	83 530	2 101 848	1 889 630
	22	104 356 237	137 952 900	19 446 564	157 399 464	124 585 464
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	335 330	1 427 948	2 646 598	4 074 546	1 425 197
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	1 365 235	1 308 894		1 308 894	1 852 954
Montant à pourvoir dans le futur	25	(4 741 205)	(4 309 434)		(4 309 434)	(4 741 205)
Financement des investissements en cours	26	(3 261 883)	3 755 970		3 755 970	(3 261 883)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	24 366 225	34 130 050	11 522 321	45 652 371	36 630 925
	28	18 063 702	36 313 428	14 168 919	50 482 347	31 905 988

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 173 251	18 260 903	(512 363)	17 748 540
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 239 165	4 201 067	1 005 050	5 206 117
Autres					
-Gain sur cession	3	(18 717)	2 063		2 063
-redressement	4		(11 177)		(11 177)
	5	5 393 699	22 452 856	492 687	22 945 543
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(4 003 592)	(17 130 934)	353 112	(16 777 822)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	4 138 317	(3 209 267)	409 014	(2 800 253)
Revenus reportés	11	(23 009)	(515 479)	707 663	192 184
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	789 750	204 300		204 300
Propriétés destinées à la revente	13			277 831	277 831
Stocks de fournitures	14	57 208	19 942	72 601	92 543
Autres actifs non financiers	15	(704 487)	(182 546)	(29 672)	(212 218)
	16	5 647 886	1 638 872	2 283 236	3 922 108
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	17 188 837 ) (	37 807 820 ) (	565 608 ) (	38 373 428)
Produit de cession	18	52 490	170 631		170 631
	19	(17 136 347)	(37 637 189)	(565 608)	(38 202 797)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	13 524 617	32 920 894	928 063	33 848 957
Remboursement de la dette à long terme	24 (	8 015 208 ) (	8 688 211 ) (	259 849 ) (	8 948 060)
Variation nette des emprunts temporaires	25	5 000 000	7 500 000	(2 353 789)	5 146 211
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26				
Autres	27			15 163	15 163
-	28			141 712	141 712
	29	10 509 409	31 732 683	(1 528 700)	30 203 983
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(979 052)	(4 265 634)	188 928	(4 076 706)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	5 978 199	4 999 147	1 723 795	6 722 942
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²	32	4 999 147	733 513	1 912 723	2 646 236

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Rémunération	1	13 959 316	13 506 700	13 618 385	1 732 038	15 350 423
Charges sociales	2	3 749 232	3 215 000	3 750 069	293 658	4 043 727
Biens et services	3	31 037 394	27 716 600	26 899 071	3 490 320	29 353 661
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	3 120 109	3 342 800	3 430 145		3 430 145
D'autres organismes municipaux	5				203 026	203 026
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	120 146	167 200	163 880	156 957	320 837
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	941 148	893 900	886 242		886 242
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 050 189	1 105 700	1 105 933		279 313
Autres	10					
Autres organismes	11	4 892 094	2 405 900	5 269 817	27 018	5 107 685
Amortissement des immobilisations	12	4 239 165	3 166 400	4 201 067	1 005 050	5 206 117
Autres						
-	13				5 614	5 614
-	14					
-	15					
	16	63 108 793	55 520 200	59 324 609	6 913 681	64 186 790

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	36 840 200	35 906 137	35 815 269
Paiements tenant lieu de taxes	2	4 089 000	4 114 831	4 208 579
Quotes-parts	3			
Transferts	4	4 559 300	20 632 442	9 238 655
Services rendus	5	15 742 000	19 062 364	18 763 955
Imposition de droits	6	558 900	970 878	662 044
Amendes et pénalités	7	7 100	369 323	11 038
Intérêts	8	125 000	282 920	785 728
Autres revenus	9	26 500	596 435	88 841
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	61 948 000	81 935 330	69 574 109
Charges				
Administration générale	12	7 779 300	7 561 888	7 927 619
Sécurité publique	13	5 249 700	5 236 359	5 193 802
Transport	14	7 407 670	7 637 562	9 543 069
Hygiène du milieu	15	8 822 630	10 528 584	10 637 659
Santé et bien-être	16	117 000	15 529	182 337
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 678 500	8 065 622	5 677 973
Loisirs et culture	18	8 804 600	10 207 871	9 962 404
Réseau d'électricité	19	10 256 900	10 093 125	11 804 444
Frais de financement	20	4 403 900	4 840 250	4 396 846
	21	55 520 200	64 186 790	65 326 153
Excédent (déficit) de l'exercice	22	6 427 800	17 748 540	4 247 956
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		31 905 988	16 890 451
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		827 819	10 767 581
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		32 733 807	27 658 032
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		50 482 347	31 905 988

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 427 800	17 748 540	4 247 956
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	38 373 428 ) (	21 812 045)
Produit de cession	3		170 631	52 490
Amortissement	4		5 206 117	5 230 342
(Gain) perte sur cession	5		2 063	(18 717)
Réduction de valeur	6			
	7		(32 994 617)	(16 547 930)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		277 831	380 021
Variation des stocks de fournitures	9		92 543	(35 135)
Variation des autres actifs non financiers	10		(212 218)	(608 757)
	11		158 156	(263 871)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	6 427 800	(15 087 921)	(12 563 845)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(92 679 342)	(80 115 631)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		850 146	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(91 829 196)	(80 115 631)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(106 917 117)	(92 679 476)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	2 394 166	6 093 643
Placements temporaires	2	252 070	666 280
Débiteurs (note 5)	3	30 528 227	14 190 293
Prêts (note 6)	4	223 958	223 958
Placements à long terme (note 7)	5	2 100 000	2 116 712
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>35 498 421</u>	<u>23 290 886</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		11 979
Emprunts temporaires	11	12 685 000	7 538 789
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	9 465 838	12 605 984
Revenus reportés (note 11)	13	344 203	1 013 471
Dette à long terme (note 12)	14	114 336 697	89 420 639
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	5 583 800	5 379 500
	16	<u>142 415 538</u>	<u>115 970 362</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(106 917 117)</u>	<u>(92 679 476)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	152 896 029	119 901 412
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 331 032	1 608 863
Stocks de fournitures	20	1 070 555	1 185 559
Autres actifs non financiers (note 15)	21	2 101 848	1 889 630
	22	<u>157 399 464</u>	<u>124 585 464</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>50 482 347</u>	<u>31 905 988</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 748 540	4 247 956
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 206 117	5 230 342
Autres			
-Gain sur cession	3	2 063	(18 717)
-Redressement	4	(11 177)	
	5	22 945 543	9 459 581
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(16 777 822)	(5 527 761)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	(2 800 253)	5 494 452
Revenus reportés	11	192 184	155 182
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	204 300	789 750
Propriétés destinées à la revente	13	277 831	380 021
Stocks de fournitures	14	92 543	(35 135)
Autres actifs non financiers	15	(212 218)	(608 757)
	16	3 922 108	10 107 333
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(38 373 428)	(21 812 045)
Produit de cession	18	170 631	52 490
	19	(38 202 797)	(21 759 555)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		25 000
	22		25 000
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	33 848 957	16 369 915
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 948 060)	(10 601 420)
Variation nette des emprunts temporaires	25	5 146 211	6 738 789
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27	15 163	15 162
-	28	141 712	
	29	30 203 983	12 522 446
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(4 076 706)	895 224
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	6 722 942	5 852 720
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	2 646 236	6 747 944

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Baie-Comeau a été constituée selon la Loi sur les cités et villes (L.R.Q. no 37) en 1982, regroupant en une seule municipalité la Loi constituant en corporation la Ville de Baie-Comeau (1937, chapitre 120) et la Loi constituant en corporation la Ville de Hauterive (1950, chapitre 124) sous le nom de Ville de Baie-Comeau.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
S.A.E.P. Inc.	x	
Corporation de gestion de la salle de spectacle	x	
Croisières Baie-Comeau Inc.	x	
Corporation Plein-Air Baie-Comeau Inc.	x	
Club de hockey junior majeur de Baie-Comeau Inc.	x	
Société d'expansion de Baie-Comeau	x	

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants:

	Consolidation ligne par ligne	Valeur de consolidation
Régie de gestion de matières résiduelles de Manicouagan	x	

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont enregistrées conformément aux principes comptables généralement reconnus compte tenu des usages particuliers de la comptabilité municipale et en fonction des directives du Manuel de normalisation de la comptabilité municipale au Québec.

La Ville se doit d'utiliser la méthode de comptabilité d'exercice qui consiste à reconnaître les revenus et les dépenses au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

a) TAXES

Ces revenus sont constatés lors du dépôt des rôles de perception générale et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

b) PAIEMENT TENANT LIEU DE TAXES

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés s'ils font l'objet d'une demande de paiement.

c) SERVICES RENDUS

Les revenus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

d) DROIT DE MUTATION IMMOBILIÈRE

Ces droits sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

e) AMENDES

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées sur la base des contraventions émises.

f) CESSION D'ACTIFS IMMOBILISÉS

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert. La date officielle est celle qui est stipulée au contrat ou lorsque la Ville ne peut plus bénéficier des avantages économiques rattachés à l'immobilisation.

g) TRANSFERTS

Les transferts sont comptabilisés s'ils font l'objet d'un document officiel et selon le principe du rapprochement des revenus et des dépenses. Dans le cas des transferts conditionnels, on doit satisfaire aux conditions édictées ou programme de subvention concerné.

h) MODIFICATION AUX RÔLES D'ÉVALUATION FONCIÈRE ET DE LA VALEUR LOCATIVE

Les revenus de taxes et de paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés à partir des certificats émis par l'évaluateur et qui ont un effet rétroactif pour l'année visée par les états financiers.

C) Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement; le coût étant essentiellement déterminé suivant la méthode du coût moyen.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie selon la méthode linéaire aux taux suivants:

infrastructures	2,5%
bâtiments	2,5%
véhicules	5 à 10%
ameublement & équipement	10 à 20%
machinerie & outillage	5 à 10%

L'amortissement du réseau d'électricité se calcule sur le solde dégressif aux taux de 3 à 10%

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie pffertes aux retraités.

L'excédent de la dépense de fonctionnement de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode suivante: Valeur marchande

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépense de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

G) Montant à pourvoir dans le futur

Les montants à pourvoir dans le futur correspondent à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Ils sont créés aux fins suivantes suite à un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans; correspondantes.
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.
 - Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :
 - pour le passif constaté au 1er janvier 2007 et les excédents de la charge sur les sommes à verser en fiducie :

H) Autres éléments

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Placement à long terme

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

La municipalité a adopté en 2009 un nouveau modèle de présentation basé sur le concept de la dette nette de même que de nouvelles normes en matière de présentation des immobilisations, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour le secteur public.

Ces modifications de méthodes comptables ont été appliquées rétroactivement en retraçant les états financiers de l'exercice précédent (voir note 18).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	553 169	638 380
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	616 837	684 008
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	1 667	1 634
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	17 962 422	5 445 554
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	6 865 990	768 300
Organismes municipaux	8	1 899 006	732 725
Autres			
- divers	9	1 234 133	4 457 220
- Électricité	10	1 948 172	2 100 852
	11	30 528 227	14 190 293
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	11 270 179	4 513 227
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	11 270 179	4 513 227
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	175 000	175 000
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	223 958	223 958
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	223 958	223 958
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	2 000 000	2 000 000
Autres placements	23	100 000	116 712
	24	2 100 000	2 116 712
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(2 958 200)	(2 793 700)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(2 625 600)	(2 585 800)
	27	<u>(5 583 800)</u>	<u>(5 379 500)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	2 341 900	2 690 500
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	163 500	148 900
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	33 330	30 931
	33	<u>2 538 730</u>	<u>2 870 331</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	7 765 372	11 326 164
Salaires et avantages sociaux	38	939 435	1 097 785
Dépôts et retenues de garantie	39	99 349	102 533
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus à payer	42	539 391	25 470
-	43	122 291	54 032
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>9 465 838</u>	<u>12 605 984</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	51 833	33 633
Transferts	49	5 900	514 935
Autres			
- Loisirs	50	151 454	176 098
- TBC	51	135 016	288 805
	52	<u>344 203</u>	<u>1 013 471</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
12. Dette à long terme			
	<u>Taux d'intérêt</u> <u>de à</u>		
	<u>Échéance</u> <u>de à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	53	102 107 084	76 363 231
Obligations et billets en monnaies étrangères	54		
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	55	4 795 278	5 767 666
Organismes municipaux	56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	57	1 375 290	1 482 718
Autres	58	6 104 532	5 867 672
	59	114 382 184	89 481 287
Frais reportés liés à la dette à long terme	60	(45 487)	(60 648)
	61	114 336 697	89 420 639

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010				
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2011	62	70	8 516 274	78	469 733	87	1 958 695	95	10 944 702
2012	63	71	9 113 819	79	372 524	88	2 003 489	96	11 489 832
2013	64	72	8 150 364	80	312 397	89	1 871 966	97	10 334 727
2014	65	73	6 820 681	81	154 218	90	1 584 850	98	8 559 749
2015	66	74	10 219 346	82	66 418	91	1 392 927	99	11 678 691
2016 et +	67	75	59 286 600	83		92	2 087 883	100	61 374 483
	68	76	102 107 084	84	1 375 290	93	10 899 810	101	114 382 184
Intérêts et frais accessoires			85	()			102	()	
	69	77	102 107 084	86	1 375 290	94	10 899 810	103	114 382 184

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	24 782 860	132 5 550 926	159	186 30 333 786
Eaux usées	105	18 316 123	133 7 011 073	160	187 25 327 196
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	40 356 220	134 15 682 593	161	188 56 038 813
Autres	107	12 101 528	135 2 509 294	162	189 14 610 822
Réseau d'électricité	108	10 224 214	136 146 492	163	190 10 370 706
Bâtiments	109	41 755 998	137 9 199 014	164	191 50 955 012
Améliorations locatives	110	26 508	138	165	192 26 508
Véhicules	111	5 101 730	139 25 395	166	193 72 849 5 054 276
Ameublement et équipement de bureau	112	4 535 003	140 1 614 968	167	194 6 149 971
Machinerie, outillage et équipement divers	113	11 117 887	141 802 331	168	195 200 795 11 719 423
Terrains	114	11 551 127	142	169	196 156 112 11 395 015
Autres	115	93 520	143	170	197 93 520
	116	<u>179 962 718</u>	144 <u>42 542 086</u>	171	<u>198 429 756 222 075 048</u>
Immobilisations en cours	117	<u>7 582 171</u>	145 <u>(4 168 658)</u>	172	199 <u>3 413 513</u>
	118	<u>187 544 889</u>	146 <u>38 373 428</u>	173	<u>200 429 756 225 488 561</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	9 345 711	147 631 131	174	201 9 976 842
Eaux usées	120	5 780 945	148 545 542	175	202 6 326 487
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	13 237 631	149 1 140 416	176	203 14 378 047
Autres	122	4 297 775	150 443 120	177	204 4 740 895
Réseau d'électricité	123	4 807 873	151 218 117	178	205 5 025 990
Bâtiments	124	16 055 918	152 1 276 106	179	206 17 332 024
Améliorations locatives	125	26 508	153	180	207 26 508
Véhicules	126	2 523 665	154 289 826	181	208 56 267 2 757 224
Ameublement et équipement de bureau	127	4 469 728	155 242 723	182	209 4 712 451
Machinerie, outillage et équipement divers	128	7 047 047	156 380 843	183	210 200 795 7 227 095
Autres	129	50 676	157 38 293	184	211 88 969
	130	<u>67 643 477</u>	158 <u>5 206 117</u>	185	<u>212 257 062 72 592 532</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>119 901 412</u>			213 <u>152 896 029</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	()	218	()	220
Valeur comptable nette	216				222

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226	1 331 032	1 608 863
	227	1 331 032	1 608 863
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	1 331 032	1 608 863

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	2 101 848	1 889 630
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233	2 101 848	1 889 630

Note**16. Engagements contractuels****A) Enlèvement des ordures**

La municipalité s'est engagée par contrat de cinq ans à compter du 1er août 2006 pour la cueillette des matières recyclables et des déchets domestiques. Le montant total à payer suivant ces contrats se chiffre à 3 068 000\$ et à 2 326 637\$ (excluant la TPS et la TVQ). Les engagements pour 2010 sont de 357 933\$ et 271 441\$.

B) Sites de neiges usées

Les contrats d'entretien de ces sites totalisent 322 928\$ dont 142 042\$ pour l'année 2011.

C) Contrat de service

Les contrats de service totalisent 214 238\$ dont 194 465\$ pour l'année 2011.

D) Location d'équipement et de machinerie

Les locations d'équipement et de machinerie totalisent 932 666\$ dont 383 360\$ pour l'année 2011.

E) Entretien ménager

Les quatorze (14) contrats d'entretien ménager totalisent 673 291\$. Les versements prévus à ces fins pour 2011 sont de 428 789\$ et les échéances varient selon les contrats de 2011 à 2014.

F) Transport en commun

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Un contrat lie la Ville de Baie-Comeau pour le transport en commun. Le coût est payable par versements hebdomadaires de 9 300\$ et représentera des déboursés de 483 600\$ en 2009.

G) Transport adapté

Un (1) contrat pour le transport adapté lie la Ville de Baie-Comeau jusqu'en 2008. Ce contrat est payable par versements bimensuels de 14 600\$ et représentera des déboursés de 350 400\$ en 2009.

H) Salle de spectacle

La Ville de Baie-Comeau a conclu une entente avec le ministère de la Culture et des Communications relativement au financement de la salle de spectacle. Le gouvernement du Québec versera une subvention d'environ 2 220 301 \$.

Les versements de cette subvention seront effectués selon les échéanciers en capital et intérêts du remboursement du prêt à long terme contracté à cet effet, et a été renouvelé le 26 mai 2010. Le montant reçu en capital en 2010 est de 189 519\$. Le versement pour la prochaine année (2011) est de 199 621\$.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

a) RECLAMATION D'ASSURANCE

Au 31 décembre 2010, il y avait 86 dossiers pendants au Service des assurances et réclamations de la Ville. De ce nombre, 70 dossiers consistaient en des mises en demeure en attente de la décision de l'assureur et pour lesquelles aucun montant n'était précisé et 16 dossiers représentaient un compte à percevoir d'un tiers.

b) CAUTIONNEMENT

La Ville s'est engagée par lettre de cautionnement pour un montant de:

S.A.E.P.	500 000 \$
Parc Boréal	1 500 000 \$
Fourrière Chapitou	67 299 \$

b) Auto-assurance

Un montant de 90 0000\$ a été affecté au fonds d'auto-assurance pour l'année 2010.

c) Poursuites

s.o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

d) Autres

s. o. .

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

19. Données budgétaires

N/A

20.

S.O.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 074 546	1 425 197
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	1 308 894	1 852 954
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	4 309 434 ) (	4 741 205)
Financement des investissements en cours	4	3 755 970	(3 261 883)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	45 652 371	36 630 925
	6	50 482 347	31 905 988

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Auto-assurance	7	553 169	638 380
- Parcs et terrains de jeux	8	3 677	3 677
- Carrières sablières	9	251 953	
- Creusage de cellule	10		102 350
- Insatallation puits biogaz	11		40 940
- Frais de refinancement	12		32 752
- Sation de pompage et réacteur	13		40 940
	14	808 799	859 039
Réserves financières			
- Fiducie	15		264 612
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		264 612
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	500 037	723 120
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	58	6 183
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	500 095	729 303
	33	1 308 894	1 852 954

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 (133 698)	(148 554)
Intérêts sur la dette à long terme	35 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (1 943 144)	(2 137 458)
Régimes non capitalisés	37 (1 590 924)	(1 767 693)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 ()	()
Autres	39 (641 668)	(687 500)
Régimes non capitalisés	40 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	41 ()	()
-	42 ()	()
-	43 ()	()
	44 (4 309 434)	(4 741 205)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé		
Investissements à financer	45 3 755 970	46 (3 261 883)
	47 3 755 970	(3 261 883)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 152 896 029	119 901 412
Propriétés destinées à la revente	49 1 331 032	1 608 863
Prêts	50 223 958	223 958
Placements à titre d'investissement	51 2 000 000	2 000 000
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 156 451 019	123 734 233
Éléments de passif		
Dette à long terme		
Frais reportés liés à la dette à long terme	54 114 336 697	89 420 639
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	55 45 487	60 648
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	56 (11 270 179)	(4 513 227)
	57 ()	()
Dette en cours de refinancement et autres éléments	58 103 112 005	84 968 060
	59 7 686 643	2 135 248
	60 110 798 648	87 103 308
	61 45 652 371	36 630 925

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 793 700)	(2 032 450)
Charge de l'exercice	5 (2 341 900)	(2 690 500)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 177 400	1 929 250
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 958 200)</u>	<u>(2 793 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 46 159 000	43 263 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (58 678 100)	(53 230 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (12 519 100)	(9 967 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 9 560 900	7 173 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 958 200)	(2 793 700)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 958 200)</u>	<u>(2 793 700)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 46 159 000	43 263 100
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (58 678 100)	(53 230 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (12 519 100)	(9 967 600)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 821 500	1 860 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>1 821 500</u>	<u>1 860 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (638 500)	(705 400)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 1 183 000	1 154 600
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 567 000	764 300
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	27
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	29
Variation de la provision pour moins-value	29	30
Autres	30	31
-	31	32
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 750 000</u>	<u>1 918 900</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 3 286 500	3 170 600
Rendement espéré des actifs	34 (2 694 600)	(2 399 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 591 900	771 600
Charge de l'exercice	36 <u>2 341 900</u>	<u>2 690 500</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 3 194 000	5 100 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 694 600)	(2 399 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 499 400	2 701 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (3 453 400)	61 300
Prestations versées au cours de l'exercice	41 3 114 000	3 076 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 46 159 000	43 263 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 2 361 600	1 771 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u> </u>	56 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (2 585 800)	(2 557 300)
Charge de l'exercice	58 (163 500)	(148 900)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 123 700	120 400
Passif à la fin de l'exercice	60 (2 625 600)	(2 585 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (2 670 400)	(2 509 100)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 44 800	(76 700)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (2 625 600)	(2 585 800)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 49 100	49 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 49 100	49 700
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 49 100	49 700
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (10 400)	(17 300)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 38 700	32 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 124 800	116 500
Charge de l'exercice	77 163 500	148 900

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (111 100)	(122 700)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 19	18

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	4,70 %	5,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	7,00 %	7,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	3,00 %	3,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	2024	2024
Autres hypothèses économiques			
- Taux de croiss. du coût d'hosp	86	3	3
- Taux de croiss. autres frais m	87	3	3

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	9 890	9 178
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	33 330	30 931
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	33 330	30 931
	33 330	30 931

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	114 382 184
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	1 146 306
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	5 583 800
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	11 270 179
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 755 970
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	106 086 141
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	351 257
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	106 437 398
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	106 437 398
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	34 991 900	34 062 309	34 055 393
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	34 991 900	34 062 309	34 055 393
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	1 706 100	1 664 840	1 665 236
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14	60 000		
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		93 667	93 667
Service de la dette	18	20 200	20 152	20 149
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 786 300	1 778 659	1 685 385
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			14 724
	23	62 000	65 169	59 767
	24	62 000	65 169	74 491
	25	1 848 300	1 843 828	1 759 876
	26	36 840 200	35 906 137	35 815 269

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	414 700	436 700	394 130
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	5 000	5 008	4 977
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	41 100	41 110	41 110
	31	460 800	482 818	440 217
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	831 300	873 344	939 608
Cégeps et universités	33	272 700	272 886	276 351
Écoles primaires et secondaires	34	756 300	762 885	777 651
	35	1 860 300	1 909 115	1 993 610
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	2 321 100	2 391 933	2 433 827
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	29 000	19 416	28 103
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	800	780	780
Taxes d'affaires	44			
	45	29 800	20 196	28 883
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47		8 402	8 402
	48		8 402	8 402
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49	1 669 600	1 694 300	1 669 665
Autres	50	68 500		76 204
	51	1 738 100	1 694 300	1 745 869
	52	4 089 000	4 114 831	4 208 579

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	787 900		
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	20 000		
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	2 900	1 437 912	1 049 238
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	1 425 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	62 500	62 223	62 223
Transport adapté	62	265 000	264 527	266 554
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	64 400	10 019	12 543
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			520 400
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	125 000	124 038	160 266
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	100 000	260 762	260 762
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78		14 179	
Autres	79			1 425 508
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	132 800	9 938	258 424
Promotion et développement économique	85			20 000
Autres	86			72 600
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87		45 060	36 500
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	73 500	70 900	69 188
Autres	89	278 900	111 654	1 416 920
Réseau d'électricité	90			
	91	3 337 900	2 411 212	5 370 364

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	4 899 610	4 899 610	1 016 200
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109	2 251 770	2 251 770	520 400
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111		29 219	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124		591 662	
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	2 700 000	2 700 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128	6 221 394	6 221 394	1 300 000
Réseau d'électricité	129			
	130	16 072 774	16 693 655	2 836 600

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	596 200	657 553	503 955
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	625 200	625 255	625 255
	139	1 221 400	1 282 808	1 129 210
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 559 300	19 766 794	9 336 174

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143	973 679	973 679	
	144	973 679	973 679	
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168			
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179	15 000	15 000	
	180	15 000	15 000	
Réseau d'électricité	181			
	182	988 679	988 679	

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	1 097 900	842 832	1 041 469
Sécurité publique	184	270 000	258 847	341 030
Transport				
Réseau routier	185	15 000	101 702	42 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186	100 000	146 669	141 067
Transport adapté	187	140 000	157 802	152 828
Transport scolaire	188			
Autres	189			45 000
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	392 000	493 051	1 006 658
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	20 000	45 562	899 450
Loisirs et culture	194	707 100	744 944	1 872 084
Réseau d'électricité	195	13 000 000	12 493 673	13 222 369
	196	15 742 000	15 285 082	18 763 955
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	15 742 000	16 273 761	18 763 955
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	78 000	94 220	88 670
Droits de mutation immobilière	199	377 800	624 705	397 058
Droits sur les carrières et sablières	200	100 000	251 953	176 316
Autres	201	3 100		
	202	558 900	970 878	662 044
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	7 100	369 323	11 038
INTÉRÊTS	204	125 000	114 895	785 728
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		2 063	18 717
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	26 500	66 830	70 124
	212	26 500	68 893	88 841

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale			Données consolidées		
		Budget 2010	Réalizations 2010		Réalizations 2010	Réalizations 2009	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	449 000	514 555		514 555	514 555	481 247
Application de la loi	2	486 500	461 604		461 604	461 604	375 814
Gestion financière et administrative	3	3 165 300	3 335 543	270 041	3 605 584	3 605 584	3 783 780
Greffe	4	267 100	248 917		248 917	248 917	447 982
Évaluation	5	511 800	492 071		492 071	492 071	470 731
Gestion du personnel	6	466 300	449 915		449 915	449 915	481 569
Autres	7	2 301 000	1 789 242		1 789 242	1 789 242	1 886 496
	8	7 647 000	7 291 847	270 041	7 561 888	7 561 888	7 927 619
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 387 300	3 435 075	42 731	3 477 806	3 477 806	3 494 451
Sécurité incendie	10	1 724 500	1 669 548	70 302	1 739 850	1 739 850	1 666 434
Sécurité civile	11	24 600	18 703		18 703	18 703	32 917
Autres	12						
	13	5 136 400	5 123 326	113 033	5 236 359	5 236 359	5 193 802
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 493 220	2 004 753	1 319 014	3 323 767	3 323 767	3 781 935
Enlèvement de la neige	15	2 882 570	2 097 502	161 385	2 258 887	2 258 887	3 588 387
Éclairage des rues	16	226 875	311 169		311 169	311 169	330 386
Circulation et stationnement	17	595 530	602 139		602 139	602 139	698 764
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 025 400	1 092 338		1 092 338	1 092 338	1 094 553
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	40 875	49 262		49 262	49 262	49 044
	22	6 264 470	6 157 163	1 480 399	7 637 562	7 637 562	9 543 069

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 288 730	1 288 426	34 058	1 322 484	1 322 484	1 365 441
Réseau de distribution de l'eau potable	24	722 620	1 284 647	203 367	1 488 014	1 488 014	1 539 724
Traitement des eaux usées	25	670 655	694 717	442 446	1 137 163	1 137 163	1 108 521
Réseaux d'égout	26	1 085 520	1 285 485	588 086	1 873 571	1 873 571	2 246 821
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	905 755	813 172		813 172	813 172	807 521
Élimination	28	836 600	836 563		836 563	1 046 081	845 750
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 227 600	884 057		884 057	884 057	883 105
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33		425 325		425 325	425 325	448 729
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	1 177 750	1 305 750		1 305 750	1 538 717	1 392 047
Autres	39						
	40	7 915 230	8 818 142	1 267 957	10 086 099	10 528 584	10 637 659
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	117 000	15 529		15 529	15 529	182 337
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	117 000	15 529		15 529	15 529	182 337
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 373 400	1 335 174	14 499	1 349 673	1 881 283	1 788 936
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		592 087		592 087	592 087	
Autres biens	47	395 000	1 315 609		1 315 609	1 315 609	1 360 945
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	350 500	328 480	2 129	330 609	330 609	556 902
Tourisme	49	525 900	2 040 104		2 040 104	3 925 834	1 950 990
Autres	50	20 200	20 200		20 200	20 200	20 200
Autres	51						
	52	2 665 000	5 631 654	16 628	5 648 282	8 065 622	5 677 973

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 221 000	920 929		920 929	884 043
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 476 700	2 780 010		2 780 010	3 380 752
Piscines, plages et ports de plaisance	55	339 400	368 495		368 495	421 361
Parcs et terrains de jeux	56	195 650	153 295		153 295	173 160
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	1 488 250	1 425 007	516 994	1 942 001	2 006 381
	60	5 721 000	5 647 736	516 994	6 164 730	6 865 697
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	531 855	440 705		440 705	509 223
Bibliothèques	62	817 060	811 873	31 640	843 513	806 077
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	223 000	144 297		144 297	138 028
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	866 585	750 840	221 413	972 253	1 643 379
	66	2 438 500	2 147 715	253 053	2 400 768	3 096 707
	67	8 159 500	7 795 451	770 047	8 565 498	9 962 404
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	10 045 300	9 810 163	282 962	10 093 125	11 804 444
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	3 510 000	3 594 025		3 594 025	3 455 658
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	772 900	716 700		716 700	888 100
Autres	72	121 000	169 542		169 542	53 088
	73	4 403 900	4 480 267		4 480 267	4 396 846
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	3 166 400	4 201 067	(4 201 067)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010, de Ville de Baie-Comeau (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Jacques Dubé, CA auditeur

Baie-Comeau

DATE 2011-06-13

Dernière modification : 2011-06-20 08:10:17

Réservé au ministère

50 482 347	17 748 540	25 288 094	1,7914
------------	------------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>35 983 015</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	63 200
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	13 678
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>76 878</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>35 906 137</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	35 906 137
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>35 906 137</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5	65 169		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	10 459 207		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	93 667		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>10 618 043</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>25 288 094</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 206 291	5 206 291	2 130 839
Usines de traitement de l'eau potable	2	956 740	956 740	34 122
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	6 440 680	6 440 680	2 612 602
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		52 313	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	13 599 166	13 599 166	5 995 016
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 286 002	2 286 002	304 164
Autres infrastructures	11	60 000	5 857	105 762
Réseau d'électricité	12		107 196	1 163 249
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		72 831	361 966
Édifices communautaires et récréatifs	14		8 224 074	6 726 728
Améliorations locatives				
15				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	130 000	25 395	1 309 116
Ameublement et équipement de bureau	18	85 000	42 193	61 449
Machinerie, outillage et équipement divers	19		431 133	802 330
Terrains	20			101 465
Autres	21		452 455	597 138
	22	275 000	37 807 820	414 191
			38 373 428	21 812 045

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes					
Conduites d'eau potable	23		4 868 799	4 868 799	1 557 837
Usines de traitement de l'eau potable	24				34 122
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26		5 975 344	5 975 344	1 911 891
Infrastructures pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	27		337 492	337 492	573 002
Usines de traitement de l'eau potable	28		956 740	956 740	
Usines et bassins d'épuration	29				
Conduites d'égout	30		465 336	465 336	700 711
	31		12 603 711	12 603 711	4 777 563

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	76 363 231	24	32 524 400	47	6 780 547	70	102 107 084
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	5 767 666	26		49	972 388	72	4 795 278
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	1 482 718	28	369 924	51	477 352	74	1 375 290
Autres	6	5 867 672	29	1 276 570	52	1 039 710	75	6 104 532
	7	89 481 287	30	34 170 894	53	9 269 997	76	114 382 184
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	85 063	33		56	20 152	79	64 911
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	84 882 997	34	27 059 025	57	8 894 928	80	103 047 094
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	84 968 060	36	27 059 025	59	8 915 080	82	103 112 005
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	4 513 227	37	7 111 869	60	354 917	83	11 270 179
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	4 513 227	41	7 111 869	64	354 917	87	11 270 179
Prêts	19		42		65		88	
	20	4 513 227	43	7 111 869	66	354 917	89	11 270 179
	21	89 481 287	44	34 170 894	67	9 269 997	90	114 382 184
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	89 481 287	46	34 170 894	69	9 269 997	92	114 382 184

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	269 100	269 370	269 370	246 046
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	836 600	836 563	9 943	
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	1 105 700	1 105 933	279 313	246 046

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	48,60	11	35	18	3 464 372	28	955 539	38	4 419 911
Professionnels	2	72,67	12	25	19	1 133 063	29	312 520	39	1 445 583
Cols blancs	3	105,29	13	32	20	4 023 898	30	1 109 867	40	5 133 765
Cols bleus	4	75,47	14	40	21	4 106 436	31	1 132 632	41	5 239 068
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	19,99	16	40	23	881 204	33	243 053	43	1 124 257
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	322,02			25	13 608 973	35	3 753 611	45	17 362 584
Élus	9	9,00			26	174 222	36	22 221	46	196 443
	10	331,02			27	13 783 195	37	3 775 832	47	17 559 027

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	461 604	27		53	461 604	79		105	461 604	131	
Évaluation	2	492 071	28		54	492 071	80		106	492 071	132	
Autres	3	6 338 172	29	270 041	55	6 608 213	81	1 831 511	107	4 776 702	133	1 702 013
	4	7 291 847	30	270 041	56	7 561 888	82	1 831 511	108	5 730 377	134	1 702 013
Sécurité publique												
Police	5	3 435 075	31	42 731	57	3 477 806	83	242 946	109	3 234 860	135	21 275
Sécurité incendie	6	1 669 548	32	70 302	58	1 739 850	84	15 901	110	1 723 949	136	26 255
Sécurité civile	7	18 703	33		59	18 703	85		111	18 703	137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	5 123 326	35	113 033	61	5 236 359	87	258 847	113	4 977 512	139	47 530
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	2 004 753	36	1 319 014	62	3 323 767	88	101 702	114	3 222 065	140	1 285 561
Enlèvement de la neige	11	2 097 502	37	161 385	63	2 258 887	89		115	2 258 887	141	
Autres	12	913 308	38		64	913 308	90		116	913 308	142	
Transport collectif	13	1 092 338	39		65	1 092 338	91	304 471	117	787 867	143	
Autres	14	49 262	40		66	49 262	92		118	49 262	144	
	15	6 157 163	41	1 480 399	67	7 637 562	93	406 173	119	7 231 389	145	1 285 561
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 288 426	42	34 058	68	1 322 484	94	136 078	120	1 186 406	146	374 997
Réseau de distribution de l'eau potable	17	1 284 647	43	203 367	69	1 488 014	95		121	1 488 014	147	
Traitement des eaux usées	18	694 717	44	442 446	70	1 137 163	96		122	1 137 163	148	
Réseaux d'égout	19	1 285 485	45	588 086	71	1 873 571	97		123	1 873 571	149	467 332
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	1 649 735	46		72	1 649 735	98	246 165	124	1 403 570	150	
Matières recyclables	21	1 309 382	47		73	1 309 382	99	110 808	125	1 198 574	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24	1 305 750	50		76	1 305 750	102		128	1 305 750	154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	8 818 142	52	1 267 957	78	10 086 099	104	493 051	130	9 593 048	156	842 329

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	15 529	172	187	15 529	202	217	15 529	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	15 529	175	190	15 529	205	220	15 529	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 335 174	176	14 499	1 349 673	206	221	1 349 673	236		
Rénovation urbaine	162	1 907 696	177	192	1 907 696	207	222	1 907 696	237	265 859	
Promotion et développement économique	163	2 388 784	178	2 129	2 390 913	208	45 562	2 345 351	238	96 324	
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	5 631 654	180	16 628	5 648 282	210	45 562	5 602 720	240	362 183	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	5 647 736	181	516 994	6 164 730	211	649 042	5 515 688	241	119 828	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	811 873	182	31 640	843 513	212	25 745	817 768	242		
Autres	168	1 335 842	183	221 413	1 557 255	213	70 157	1 487 098	243	42 654	
	169	7 795 451	184	770 047	8 565 498	214	744 944	7 820 554	244	162 482	
Réseau d'électricité											
	170	9 810 163	185	282 962	10 093 125	215	12 493 673	(2 400 548)	245	78 169	
	171	50 643 275	186	4 201 067	54 844 342	216	16 273 761	38 570 581	246	4 480 267	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1	164 810	103 241
Charges sociales	2	25 763	20 860
Biens et services	3	37 574 322	17 046 366
Frais de financement	4	42 925	18 370
Autres	5		
	6	37 807 820	17 188 837

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	335 330	1 969 900
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	335 330	1 969 900
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 092 618	(834 570)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		(800 000)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	1 092 618	(1 634 570)
Solde à la fin de l'exercice	11	1 427 948	335 330
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	1 365 235	1 289 581
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	1 365 235	1 289 581
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	468 512	114 571
Activités d'investissement	16	(524 853)	(838 917)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		800 000
Financement des investissements en cours	18		
	19	(56 341)	75 654
Solde à la fin de l'exercice	20	1 308 894	1 365 235

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(4 741 205)	(4 439 643)
Redressement aux exercices antérieurs	22		
Solde redressé au début de l'exercice	23	(4 741 205)	(4 439 643)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25	())	())
Autres	26	())	(687 500))
Régimes non capitalisés	27	())	())
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	28	())	())
Autres	29	())	())
	30	())	(687 500))
Diminution de l'exercice	31	431 771	385 938
	32	431 771	(301 562)
Solde à la fin de l'exercice	33	(4 309 434)	(4 741 205)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	34	(3 261 883)	437 561
Redressement aux exercices antérieurs	35		
Solde redressé au début de l'exercice	36	(3 261 883)	437 561
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	7 017 853	(3 699 444)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39		
	40		
	41	7 017 853	(3 699 444)
Solde à la fin de l'exercice	42	3 755 970	(3 261 883)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	43	24 366 225	17 633 052
Redressement aux exercices antérieurs	44		
Solde redressé au début de l'exercice	45	24 366 225	17 633 052
Variation de l'exercice	46	9 763 825	6 733 173
Solde à la fin de l'exercice	47	34 130 050	24 366 225

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 070 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>2 070 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>2 070 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	58 2	3	4	5	6	7	58
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14	
	15	58 16	17	18	19	20	21	58

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1	13 000 000		
Générale et institutionnelle	2		12 493 673	13 222 369
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6	13 000 000	12 493 673	13 222 369
Charges				
Achat d'énergie	7	8 500 000	8 485 517	10 150 837
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9	1 545 300	1 324 646	1 398 362
Autres frais	10			
Frais de financement	11	62 400	78 169	64 463
Amortissement des immobilisations	12	211 600	282 962	255 245
	13	10 319 300	10 171 294	11 868 907
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()	() () ()
	15	10 319 300	10 171 294	11 868 907
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	2 680 700	2 322 379	1 353 462
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	17	211 600	282 962	255 245
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21	211 600	282 962	255 245
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	(186 200)	(185 976)	(131 187)
	24	(186 200)	(185 976)	(131 187)
Affectations				
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27			
Montant à pourvoir dans le futur	28			
Financement des investissements en cours	29			
	30			
	31	25 400	96 986	124 058
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32	2 706 100	2 419 365	1 477 520

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

Eau	1	1 | 3 | 0 |	, | 0 | 0 | \$
Égout	2	| | | |	, | | | | \$
Eau et égout	3	| | | |	, | | | | \$
Traitement des eaux usées	4	| | | |	, | | | | \$
Matières résiduelles	5	| | | |	, | | | | \$

Par unité de logement**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
a) Taxes de secteur			
1) Superficie			
de	,0050	7	pied carré
à	,0573		
de	,0250		
à	,6800		
2) Frontage			
de	,2830	7	pied linéaire
à	1,5000		
de	23,5000	7	
à	26,0700		

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12	20 000	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 19, ave Marquette
 (no) (rue)
Baie-Comeau G4Z 1K5
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 296-4931
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Danielle Bernatchez

Téléphone (418) 296-8127
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel dbernatchez@ville.baie-comeau.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Jacques Dubé C.A. Inc.

Titre comptable agréée, auditeur

Adresse 859 rue Bossé bureau 207
 (no) (rue)
Baie-Comeau G5C 3P8
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 589-2013
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 589-3010
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jacques.dube@jdube.ca

Responsable du dossier Jacques Dubé

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

1 94 579 658

Facteur comparatif

2 1

Valeur uniformisée

3 94 579 658

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)_____
(Date)

Dernière modification : 2011-06-20 08:10:17

Réservé au ministère

50 482 347

17 748 540

25 288 094

1,7914

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Baie-Comeau _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 17 748 540 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 25 288 094 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2011-06-20 08:10:17

Réservé au ministère

50 482 347	17 748 540	25 288 094	1,7914
------------	------------	------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)